

***La violence révolutionnaire*, d'Isabelle Sommier, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2008, 164 p.**

Manuel Cervera-Marzal

Volume 29, numéro 2, 2010

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/045171ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/045171ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Cervera-Marzal, M. (2010). Compte rendu de [*La violence révolutionnaire*, d'Isabelle Sommier, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2008, 164 p.] *Politique et Sociétés*, 29(2), 156–158.  
<https://doi.org/10.7202/045171ar>

### ***La violence révolutionnaire***

d'Isabelle Sommier, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2008, 164 p.

À l'occasion de la commémoration du quarantième anniversaire de mai 1968, Isabelle Sommier, professeure de sociologie et spécialiste de la violence politique, revient sur un phénomène peu – ou mal – pris en compte par les historiens: les groupes d'extrême gauche des années 1970 qui ont recouru à ce qu'elle nomme la « violence révolutionnaire ». Action Directe en France (AD), Brigades Rouges italiennes (BR), Fraction Armée Rouge allemande (RAF), Weather Underground Organization aux États-Unis (WUO) et Armée Rouge japonaise (ARJ): quel contexte a mené une partie de la jeunesse des années 1968 à avoir le sentiment de vivre une période révolutionnaire et à s'engager dans ces organisations? Par quels processus leurs actions se sont-elles progressivement radicalisées? Quelles formes de violence et quelles stratégies ont-ils adoptées? Quels sont les registres de légitimation de la violence? Et pourquoi ce phénomène protestataire a-t-il pris fin dans la décennie 1980? Telles sont les principales questions qu'aborde l'auteure.

Le sens commun, la rhétorique journalistique et de nombreux chercheurs n'hésitent plus à englober sous l'appellation de « terrorisme » des groupes aux profils éclatés sur les plans tant idéologique qu'organisationnel. Ce terme est aujourd'hui un instrument de stigmatisation plus qu'un concept scientifique. Plutôt que de ramener le concept de « terrorisme » dans le giron universitaire, Isabelle Sommier propose de le remplacer par celui de « violence totale », qui désigne « l'exercice d'une violence aveugle à forte résonance spectaculaire frappant la population civile, suivant le principe de disjonction entre victimes (des "non-combattants", des "innocents") et cible (le pouvoir politique) » (p. 16). On ne peut alors pas qualifier les groupes d'extrême gauche de « groupes terroristes », puisque leurs actions établissent un lien entre culpabilité et sanction, vu qu'ils se refusent à commettre des attentats indiscriminés. Isabelle Sommier parle ainsi de « violence révolutionnaire » pour désigner les groupes qui sont l'objet de son étude. Cette violence est révolutionnaire « en ce qu'elle cherche à attaquer le pouvoir d'État suivant une idéologie de changement social radical » (p. 18).

La contribution majeure de *La violence révolutionnaire* est de nous éclairer sur les modalités de *légitimation de la violence*. I. Sommier propose d'aborder son objet en historienne et en sociologue de l'action collective. Pourtant, c'est au niveau de la théorie des idées politiques que se situe le principal apport de son livre. Les sciences sociales se sont privées de la compréhension de ces groupes en considérant leur violence comme pathologique et irrationnelle. *La bande à Baader*<sup>1</sup>, film sorti en salles cinq mois après la publication de l'ouvrage d'Isabelle Sommier, s'enferme dans la même impasse, puisque le chef de la RAF, Andreas Baader, y est présenté comme un paranoïaque machiste. Ce facteur psychologique est donné comme unique explication à la violence de la RAF, occultant par là même toute justification rationnelle de la violence et laissant pour nul le discours des acteurs. Pourtant, à travers la lecture des écrits et de la correspondance des membres de la Fraction Armée Rouge et de ses homologues, l'auteure décèle quatre axes de légitimation de la violence révolutionnaire. Premièrement, la violence est inscrite dans les lois de l'histoire. Elle est nécessaire, inéluctable et imposée par l'ennemi qui ne se laissera pas vaincre sans réagir. Or, selon l'adage, « nécessité fait loi »; donc la violence est légitime. Deuxièmement, la violence est un instrument de libération. Elle est pratiquée à la façon d'un sacrifice rédempteur. Son usage permet aux opprimés de recouvrer leur dignité et d'acquérir leur indépendance. Elle génère l'avènement d'un « homme nouveau » (p. 21). Troisièmement, il s'agit d'une violence défensive. Elle n'est utilisée qu'en réponse à

1. Ce film allemand, réalisé par Uli Edel en 2008, raconte les premières années de la RAF, à partir de ses débuts (en 1967).

ce qui est perçu comme la violence institutionnalisée de l'État et organisée des bourgeois. La contre-violence, à l'inverse de la violence première, est donc moralement justifiée. Et, quatrième-ment, l'usage de la violence révolutionnaire, entraînant la répression policière et militaire, a pour but de dévoiler la véritable nature *fasciste* de l'État. Il existe ainsi une rationalité de la violence, évidente dans l'esprit de ceux qui l'emploient.

Est-ce à dire que, un jour, comme suite à une longue réflexion sur les mérites respectifs de l'action violente et de celle non violente, quelqu'un a choisi de créer une organisation terroriste ou de basculer dans la lutte armée ? Absolument pas, répond I. Sommier : « La différenciation s'est faite par paliers, non planifiés ni même parfois conscients » (p. 22). La tâche qui attend le chercheur est donc d'analyser les *processus de radicalisation*.

Les groupes armés d'extrême gauche ont émergé dans le contexte historique et idéologique particulier des années 1960. La situation internationale a nourri un imaginaire guerrier qui se diffuse au sein de la jeune génération occidentale, marquée par les « peuples en lutte » du tiers-monde. À l'anticapitalisme des années 1950 s'ajoute l'anti-impérialisme naissant. Tout laisse alors à penser que « la révolution est en marche ». Par ailleurs, les révoltes juvéniles de 1968 sont marquées par l'idéologie marxiste-léniniste et l'idée que la violence est l'accoucheuse de l'histoire. Dans chaque pays, la gauche institutionnelle est mise à mal par des contestations internes et des attaques externes. L'extrême gauche a alors le champ libre. Enfin, il faut saisir la révolte des années 1968 dans sa dimension générationnelle. La jeunesse universitaire s'embrace pour des causes d'abord corporatistes, puis progressivement plus larges. La combinaison de ces trois facteurs conduit à l'émergence de groupuscules d'extrême gauche (maoïstes, anarchistes, situationnistes, marxistes, autonomes, etc.). « La plupart dépérissent rapidement où demeurent à l'état de petits groupes verbeux préoccupés par l'analyse des "contradictions du système" et la prédication d'une prochaine implosion du capitalisme. Quelques-uns en revanche privilégient d'emblée l'action, se radicalisent et s'acheminent vers la clandestinité et la lutte armée. » (p. 7)

La radicalisation de ces groupes est un phénomène progressif qu'Isabelle Sommier relie à quatre variables dont les effets contrastés se combinent : la répression étatique ; la compétition et les influences réciproques entre groupes d'extrême gauche ; l'isolement social ; et la clandestinité. Reprenant une thèse de Charles Tilly, elle constate d'abord que l'effet de radicalisation est maximal lorsque la répression se situe à son niveau intermédiaire. En effet, en l'absence de répression policière, la jeunesse n'a pas de « raison » de se révolter et, dans le cas d'une répression extrême, les activistes n'ont plus le « pouvoir » d'agir puisqu'ils sont sous les verrous. On peut cependant douter de cette relation de causalité, non seulement pour son caractère mécaniste, mais aussi car l'histoire offre des exemples inverses : en France, c'est à la même époque – le régime de Vichy – que l'intensité des sabotages et la répression étatique ont atteint leur plus haut niveau. I. Sommier précise par ailleurs que le renforcement de la répression se traduit par un processus de concentration qui profite toujours aux groupes les plus organisés (comme ce fut le cas pour la RAF et les BR). En deuxième lieu, la compétition entre organisations gauchistes est un facteur déterminant de l'escalade de violence. Chacun cherche à prouver aux autres sa disposition au sacrifice, sa puissance physique et sa valeur guerrière. De plus, la protestation circule et les mouvements se renforcent mutuellement. La solidarité est parfois transnationale, comme lors de la tentative d'assassinat du leader étudiant allemand Rudi Dutschke le 11 avril 1968, qui entraîna des manifestations violentes dans de nombreuses capitales européennes. Troisièmement, l'isolement social des groupes armés a tendance à les fragiliser. En France par exemple, en 1972, la gauche institutionnelle propose un programme de gouvernement commun et, en 1973, les ouvriers de l'usine Lip se réapproprient leurs instruments de travail. Dans les deux cas, les groupes armés ne sont absolument pas « dans le coup ». Ils n'ont par ailleurs aucun contact avec la classe ouvrière, sujet révolutionnaire par excellence. Certains décident donc de s'« autodissoudre ». Enfin, la vie en clandestinité favorise aussi la radicalisation de l'action. Bien qu'au départ I. Sommier ait pris soin de récuser le paradigme utilitaire de l'action collective, elle se rapproche ici de Mancur Olson qui, dans la *Logique de*

*l'action collective* (Paris, Presses universitaires de France, 1987), explique que les petits groupes sont les plus disposés à agir. En leur sein se développent une logique d'entraînement et un imaginaire fort. Les militants se conçoivent comme l'avant-garde révolutionnaire et voient en la violence le moteur du changement. Sans forcément réfuter l'idée de Sommier selon laquelle la clandestinité est une cause de la radicalisation, on peut se demander si elle n'en est pas aussi une conséquence : les militants les plus radicaux sont recherchés par la police et sont donc conduits à se cacher.

La radicalisation ainsi effectuée, les activistes ont à leur disponibilité plusieurs « stratégies violentes » (p. 95) : propagande par le fait, attentat politique, enlèvement ou séquestration de patrons, guérilla urbaine, attaque contre l'État et ses représentants, détournement d'avion, etc. Dans le discours des acteurs, le choix de ces stratégies répond à des orientations idéologiques marxistes. Mais Isabelle Sommier laisse entendre que ces références à Marx ont une fonction principalement phraséologique. En réalité, dit-elle, le choix de telle stratégie plutôt que de telle autre découle « moins d'une orientation idéologique que de l'environnement politique propre à chaque pays » et de « l'état des forces militantes » dont dispose l'organisation (p. 96). Les facteurs déterminants sont ainsi pragmatiques et non idéologiques, bien que, pour justifier leur action, les activistes fournissent des arguments théoriques. On se prend alors à penser que ces groupes ne maîtriseraient pas parfaitement la théorie marxiste et on peut regretter que l'auteur n'aborde pas cette question. Ces jeunes activistes, en effet, se revendiquent tous comme les épigones de Marx. À première vue, pourtant, les attentats politiques réalisés par une petite cellule clandestine semblent en contradiction avec la méthode révolutionnaire prônée par Marx et Engels dans *Le Manifeste du Parti communiste* (1848 [Paris, Bordas, 1986]). Ces groupes font entièrement fi du rôle du parti et de celui de la classe ouvrière. Ils s'inscrivent davantage dans la tradition des terroristes russes du dix-neuvième siècle<sup>2</sup>. Marx, ironiquement, les qualifiait de « rêveurs de l'absolu ». L'analyse des groupes armés d'extrême gauche que propose Isabelle Sommier est historique et sociologique. Ce travail, éclairant, mériterait d'être prolongé par les historiens des idées politiques et les spécialistes de la pensée marxienne.

Au début des années 1970, les États japonais, américains et européens mettent en place de sévères politiques antiterroristes et renforcent leur police et leurs agences de renseignement. Les groupes armés périssent un à un durant la décennie 1980. Les militants sont partout arrêtés. Et ceux qui échappent à la police sont obligés de s'exiler ou s'endorment dans la toxicomanie. C'est la fin d'un cycle de violence. Le nouvel âge abandonnera toute référence marxiste et verra l'émergence de groupes identitaires et fondamentalistes, à dominante religieuse. Mais cette violence-là est radicalement différente de celle qui fait l'objet du livre d'Isabelle Sommier.

Manuel Cervera-Marzal  
Sciences Po Paris

2. Sur ces groupes, voir Hans Magnus Enzensberger, *Les rêveurs de l'absolu*, Paris, Allia, 1998. Cet ouvrage a le mérite de pointer la véritable source du terrorisme révolutionnaire : les théories du nihiliste russe Serge Netchaïev. Il faudrait désormais procéder à une analyse comparative entre terroristes russes de la fin du dix-neuvième siècle et les groupes étudiés par I. Sommier. On peut déjà supposer l'existence de fortes convergences, qu'il faudrait mettre en exergue en étudiant leur doctrine respective.